

Monsieur le Directeur

La trésorerie de Bégard ne présente aujourd'hui aucun problème de fonctionnement et remplit pleinement ses missions. Elle est à la fois présente localement et permet d'assurer des prestations de qualité à chacun de ses publics (pour reprendre les arguments retranscrits dans le courrier de Michel Sapin, Ministre des finances). Rien ne semble justifier la fermeture de ce service : pas d'évolution démographique marquante (et quand bien même, la démographie va plutôt à la hausse) ; pas d'attente non plus de la population déjà bien en difficulté avec les télédéclarations de leurs impôts puisque notre territoire compte encore de nombreuses zones blanches ou mal desservies. La présence de la trésorerie sur notre territoire de 16 000 habitants est au contraire fortement justifiée par sa capacité à suivre 93 budgets de collectivités et à répondre aux besoins des personnes en situation les plus précaires à celles les plus démunies mais pas forcément les plus pauvres.

Non, il s'agit là d'une proposition comptable portant sur la réorganisation des services des finances publiques dans le cadre des restrictions budgétaires soulignées d'ailleurs par le Ministre lui-même.

Alors pour justifier cette nouvelle réorganisation l'argument retenu est celui de l'intercommunalité, en centralisant les services sur les plus grandes villes. C'est aller au-delà des préconisations de la loi NOTRe et ignorer le citoyen. On organise non plus le service public en fonction des besoins de la population mais en fonction d'un périmètre administratif, très éloigné des problématiques locales. C'est un aveu de désintérêt de la ruralité et de sa population.

Selon Monsieur Le Ministre Michel Sapin, la trésorerie de Guingamp offrirait le maintien de bonnes conditions d'accessibilité se situant à 15 km de chaque commune. Ce n'est pas un argument recevable à notre sens car les 6000 habitants de la commune de Bégard et des communes limitrophes (St Laurent, Landebaeron, Brelidy, et une partie de Peder nec et Louargat) devront désormais se déplacer vers

Guingamp à une distance plus éloignée ; Et parmi ces personnes, nombreuses sont celles qui seront doublement pénalisées par des problèmes de mobilité d'une part et d'accès internet d'autre part.

Monsieur le Directeur, qu'on soit riche ou pauvre, en bonne santé ou non, nous ne sommes pas tous égaux face au progrès technologique. Bien sûr l'écart sera moindre dans les générations à venir...

Il existe une profonde incohérence dans les politiques qui sont actuellement menées. A titre d'exemple : l'accompagnement des personnes âgées. Aujourd'hui l'ARS ne nous permet plus de créer de nouvelles places d'hébergement alors que parallèlement le nombre de personnes vieillissantes augmente ; ce qui nous oblige à investir l'argent public dans de nouveaux projets afin de maintenir les personnes âgées à domicile. Or dans le même temps, l'État éloigne ses services des lieux d'habitation de ces personnes qui se retrouveront par conséquent un peu plus isolées et démunies.

Le service public n'est pas là pour faire du gain, il a été créé pour rendre un service à la population, répondre à ses besoins. Le service public doit être et doit rester un service accessible à tous sans discrimination, aucune.

Or votre proposition consiste à déshumaniser le service public au profit du gain économique et au détriment de la qualité du service rendu.

C'est le projet d'une profonde régression sociale contre lequel, nous, élus locaux de toute sensibilité politique, nous opposons fermement.

Nous connaissons notre territoire, notre population, et nous avons une pleine maîtrise des problématiques et des enjeux qui les concerne.

Nous souhaitons conserver des territoires ruraux dynamiques et attractifs, et cela ne peut se faire sans un bon maillage du service public, en proximité des gens.

Par ailleurs et je terminerai sur ce point La dimension actuelle de la trésorerie de Bégard offre aux nombreuses petites communes de notre territoire un suivi et un accompagnement privilégié avec les agents de la trésorerie qui maîtrisent parfaitement chaque budget de chaque collectivité. C'est une aide précieuse pour les petites communes qui ne bénéficient pas de moyens suffisants au quotidien.

Alors nouvelle incohérence ou volonté de contraindre les petites communes à se regrouper pour faire face aux nouvelles difficultés qu'on leur impose ?

BVonline